

Anciënniteit	Basisloon bruto Animator D.G.
25	28.114,45
26	28.114,45
27	28.246,82
28	28.246,82
29	28.246,82
30	28.246,82
31	28.246,82

Art. 3. Artikel 11, nr. 3 van het besluit van de Regering van 23 december 2008 ter uitvoering van het decreet van 17 november 2008 ter ondersteuning van de instellingen voor volwassenenonderwijs wordt ongedaan gemaakt.

Art. 4. De voor Jeugd bevoegde Minister wordt met de uitvoering van dit besluit belast.

Eupen, 12 maart 2009.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

Der Minister-president,
Minister van lokale besturen,
K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Cultuur en Media, Monumentenzorg, Jeugd en Sport,
I. WEYKMANS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 3297

[2009/204146]

30 JUIN 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au permis d'urbanisation

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et, notamment, les articles 11, 115, alinéa 2, et 127, § 2, alinéa 2;

Vu les chapitres *Vl bis* et IX du Titre I^{er} du Livre V du même Code;

Vu l'avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire, donné le 29 mai 2009;

Vu l'avis 46.973/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 juin 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'intitulé du chapitre IX du Titre I^{er} du Livre V du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie est remplacé comme suit :

« Chapitre IX. — De la composition de la demande de permis d'urbanisation ou de la demande de modification du permis d'urbanisation ».

Les sections 1^{re} à 4 de ce même chapitre et leur intitulé sont supprimés.

Art. 2. Les articles 311 à 312 du même Code sont remplacés comme suit :

« Art. 311. § 1^{er}. Le dossier de demande de permis d'urbanisation contient en triple exemplaire :

1^o une demande de permis d'urbanisation rédigée sur le formulaire dont le modèle est repris à l'annexe 23;

2^o un plan de situation du bien concerné, dressé à l'échelle du 1/10 000^e ou du 1/5 000^e, qui figure dans un rayon de 500 mètres de celui-ci :

a) l'orientation;

b) les limites des zones du plan de secteur;

c) la localisation du bien concerné par rapport au noyau central de la localité ainsi que, le cas échéant, à un périmètre de risque majeur visé à l'article 31, à un périmètre visé à l'article 136*bis* ou à un site Natura 2000;

d) les voies de desserte avec indication de leur statut juridique et de leur dénomination;

3^o la situation juridique du bien concerné qui renseigne :

a) l'affectation du bien au plan de secteur;

b) le cas échéant, son affectation au plan communal d'aménagement, sa situation au schéma de structure communal et les options d'aménagement du rapport urbanistique et environnemental;

c) si le bien est repris dans le périmètre d'application du règlement général sur les bâtisses en site rural, du règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme ou d'un règlement communal d'urbanisme;

4° le contexte urbanistique et paysager, dressé sur un plan établi à l'échelle du 1/2 500^e, 1/1 000^e ou du 1/500^e, qui figure :

- a) l'orientation;
- b) les voies de desserte, en ce compris son niveau d'implantation ses aménagements et ses équipements, ainsi que, le cas échéant, les modifications projetées et cotées qui s'y rapportent;
- c) l'indication du nom des propriétaires du bien concerné et des biens contigus;
- d) l'implantation, le gabarit, la nature ou l'affectation des constructions existantes sur le bien concerné et dans un rayon de 100 mètres de celui-ci;
- e) les principales lignes de force du paysage telles que les éléments marquant du relief, les courbes de niveau, la végétation, en ce compris l'existence d'arbres ou de haies remarquables au sens de l'article 266, la présence de cours d'eau ou tout autre élément marquant du paysage sur le bien concerné et dans un rayon de 100 mètres de celui-ci;
- f) l'indication numérotée des prises de vue du reportage photographique visé au point 5°;

5° un reportage photographique qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet et qui comprend :

- a) deux prises de vues, l'une à front de voirie, montrant le bien et les immeubles la jouxtant, l'autre montrant la ou les parcelles en vis-à-vis de l'autre côté de la voirie;
- b) au moins trois prises de vues afin de visualiser les limites du bien concerné et les constructions voisines;
- c) une prise de vue éloignée à 200 mètres à chaque point cardinal avec indication sur la photographie du lieu d'implantation du projet.

§ 2. Outre les documents visés au § 1^{er}, le dossier de demande de permis d'urbanisation contient un rapport en triple exemplaire qui comprend :

1° les options d'aménagement relatives à l'économie d'énergie et aux transports, aux infrastructures et aux réseaux techniques, au paysage, à l'urbanisme, à l'architecture et aux espaces verts; les options d'aménagement décrivent en quoi le projet d'urbanisation respecte, s'inspire, renforce ou corrige le contexte dans lequel il s'inscrit;

2° l'option architecturale d'ensemble qui comprend :

a) l'occupation actuelle du bien concerné, établie sur un plan dressé à l'échelle du 1/1 000^e ou du 1/500^e, qui figure :

1. les limites cotées du bien concerné et les courbes de niveau;
2. le numérotage des parcelles et les noms des propriétaires des parcelles limitrophes;
3. au moins deux coupes (longitudinale et transversale) cotées du relief du sol ainsi que, le cas échéant, les modifications projetées et cotées qui s'y rapportent;
4. le cas échéant, l'implantation et le gabarit des constructions existantes sur le bien concerné, à maintenir ou à démolir;
5. les servitudes du fait de l'homme;
6. le tracé et alignement des voies de desserte ainsi que leur largeur totale, la largeur et la nature du revêtement;
7. les points d'arrêt des transports en commun les plus proches;
8. le tracé et les points d'aboutissement des canalisations d'eau existantes les plus proches avec leurs caractéristiques techniques (notamment le diamètre, les débits) et leur capacité à desservir le bien concerné;
9. le tracé et les points d'aboutissement des lignes électriques existantes les plus proches avec leurs caractéristiques techniques;
10. le tracé et les points d'aboutissement des canalisations existantes des égouts les plus proches avec leurs caractéristiques techniques et leur capacité à assurer l'écoulement des eaux usées du bien concerné (par l'indication éventuelle d'une station d'épuration existante);
11. les moyens existants pour assurer l'écoulement des eaux superficielles;

b) à la même échelle, l'occupation projetée du bien concerné, qui figure :

1. pour l'ensemble à urbaniser, la densité et la compacité des volumes projetés au regard de la performance énergétique de l'urbanisation déduite :

- du relief, de la configuration et de l'orientation du terrain;
- de la conception parcimonieuse de la voirie;
- de l'usage parcimonieux du sol disponible pour les zones constructibles;
- de la compacité des volumes projetés et des ensembles qu'ils forment entre eux;
- de l'impact protecteur de la végétation;

2. l'affectation, l'implantation et le gabarit des constructions projetées;

3. le cas échéant, les fonctions complémentaires, les espaces publics et les constructions ou équipements publics ou communautaires projetés;

4. les zones cotées des constructions projetées; par zone de construction projetée, on entend la zone qui comporte le ou les volumes principaux et secondaires destinés à l'affectation de ladite zone, sans préjudice des volumes annexes isolés ou aménagements conformes à une destination de zone de cours et jardins;

5. l'aménagement maintenu ou projeté hors des zones constructibles projetées;

c) un plan masse, dressé à l'échelle du 1/500^e, représentant l'urbanisation projetée et indiquant notamment, à titre indicatif, le parcellaire projeté comprenant la largeur, la profondeur et la superficie des parcelles;

d) une ou plusieurs vues représentatives en trois dimensions des actes et travaux projetés intégrée dans la situation de fait dans un rayon de 50 m de chacune des limites de la parcelle concernée ou dans le rayon le plus approprié eu égard aux angles de perception visuelle du projet par rapport aux parcelles voisines et au contexte bâti ou non bâti;

3° les prescriptions relatives aux constructions et aux abords, en ce compris notamment :

a) les mesures éventuelles à prendre pour assurer le bon écoulement des eaux superficielles;

b) les mesures éventuelles à prendre pour assurer l'épuration des eaux usées avant leur rejet;

c) les emplacements affectés aux plantations ainsi que leur type;

d) toutes autres dispositions de nature à assurer la salubrité et la solidité des constructions ainsi que leur protection contre l'incendie;

4° le cas échéant, le dossier technique relatif à l'ouverture, la modification ou la suppression de la voirie communale, comprenant les éléments visés aux articles 307 à 310.

Lorsque le bien est repris dans le périmètre d'un règlement communal d'urbanisme, d'un règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme ou d'un règlement général sur les bâtisses en site rural, le permis d'urbanisation peut ne pas contenir les prescriptions visées au point 3°.

Art. 312. Lorsque la demande implique la modification d'un permis d'urbanisation n'ayant pas acquis, conformément à l'article 92, valeur de rapport urbanistique et environnemental, le dossier de demande de modification du permis d'urbanisation contient, outre les éléments repris à l'article 311, en triple exemplaire :

1° une demande de modification du permis d'urbanisation, le cas échéant, contresignée par les propriétaires des lots compris dans le permis d'urbanisation, rédigée sur le formulaire dont le modèle est repris à l'annexe 24;

2° les récépissés de dépôt des envois adressés à tous les propriétaires d'un lot qui n'ont pas contresigné la demande. »

Art. 3. Les articles 313 à 315 du même Code sont abrogés.

Art. 4. Les formulaires M et N, repris respectivement aux annexes 23 et 24 du Code précité, sont remplacés par les formulaires repris en annexe du présent arrêté.

Art. 5. Dispositions abrogatoires.

Dans l'intitulé du chapitre *Vibis* du Titre I^{er} du Livre V du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, les mots " des plans de lotissement " sont supprimés.

A l'article 280, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots " d'un plan de lotissement " sont supprimés.

A l'alinéa 3, 1°, du même article, les mots " et les plans de lotissement " sont supprimés.

Dans le même alinéa, les mots " 3° pour les plans de lotissement. " sont supprimés.

A l'article 282, § 1^{er}, du même Code, les mots " ou la révision soit de plans communaux d'aménagement et de plans de lotissement, soit de plans de lotissement " sont remplacés par les mots " ou la révision de plans communaux d'aménagement ".

A l'article 283, § 1^{er}, 1°, du même Code, les mots " et les plans de lotissement ou pour les plans de lotissement " sont supprimés.

A l'article 283/2, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots " , le plan de lotissement " sont supprimés.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010, à l'exception de l'article 5 qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Les dispositions relatives au permis d'urbanisation du Code précité tel que modifié par le décret du 30 avril 2009 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques entrent en vigueur à la même date.

Art. 7. Le Ministre du Développement territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 juin 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Annexe 1^{re}

ANNEXE 23 - FORMULAIRE M

DEMANDE DE PERMIS D'URBANISATION

(1) Je soussigné(e)

— demeurant à - ayant établi mes bureaux à -

rue n° tél. n°

— agissant au nom et pour le compte de -

— demeurant à - ayant établi ses bureaux à

rue n° tél. n°

sollicite le permis en vue de procéder à l'urbanisation d'un bien, appartenant à (4)

sis à

rue n° cadastré section, en lots en vue de (3) :

Je joins à la présente :

a) les documents et renseignements prescrits par le livre V, Titre I^{er}, Chapitre IX du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

b) soit la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement dûment complétée, soit une étude d'incidences sur l'environnement;

c) les documents et renseignements prescrits par le règlement communal du (5).

(1)(2) Je déclare que :

— le projet a fait l'objet d'un certificat d'urbanisme n° 2 délivré en date du (5);

• le projet a fait l'objet d'un certificat de patrimoine délivré en date du (5);

(1)(2) Je sollicite une dérogation au - aux - prescription(s) urbanistique(s) suivante(s) applicable(s) au bien :

.....

.....

pour le(s) motif(s) suivant(s) :

.....

A , le

(signature)

1. Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).

2. Ces renseignements peuvent être obtenus auprès de l'administration communale.

(3) Préciser l'objet de la demande.

(4) Préciser les droits du demandeur ou, le cas échéant du mandant, sur le bien s'il n'en est pas propriétaire.

(5) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 2009 relatif au permis d'urbanisation.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Annexe 2

ANNEXE 24 - FORMULAIRE N

DEMANDE DE MODIFICATION D'UN PERMIS D'URBANISATION

(1) Je soussigné(e)

— demeurant à - ayant établi mes bureaux à -

rue n° tél. n°

— propriétaire d'un bien sis à

rue n° cadastré section, lot n°

compris dans le permis d'urbanisation n° non périmé, délivré en date du

— agissant au nom et pour le compte de

— demeurant à - ayant établi ses bureaux à -

rue n° tél. n°

propriétaire d'un bien sis à

rue n° cadastré section, lot n°

compris dans le permis d'urbanisation n° non périmé, délivré en date du

sollicite la modification du permis d'urbanisation n° non périmé, délivré en date du

en vue de (3) :

Je joins à la présente :

a) les documents et renseignements prescrits par le livre V, Titre I^{er}, Chapitre IX du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

b) soit la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement dûment complétée, soit une étude d'incidences sur l'environnement;

c) les documents et renseignements prescrits par le règlement communal du (4).

(1)(2) Je déclare que :

— le projet a fait l'objet d'un certificat d'urbanisme n° 2 délivré en date du (4);

• le projet a fait l'objet d'un certificat de patrimoine délivré en date du (4);

(1)(2) Je sollicite une dérogation au - aux - prescription(s) urbanistique(s) suivante(s) applicable(s) au bien :

pour le(s) motif(s) suivant(s) :

A , le

(signature)

Eventuellement, propriétaires d'un lot ayant contresigné la demande :

NOM	PROPRIETAIRE LOT N°	DATE	SIGNATURE

1. Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).

2. Ces renseignements peuvent être obtenus auprès de l'administration communale.

(3) Préciser l'objet de la modification.

(4) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 2009 relatif au permis d'urbanisation.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTELe Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 3297

[2009/204146]

30. JUNI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Verstädterungsgenehmigung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 11, 115 Absatz 2 und 127 § 2 Absatz 2;

Aufgrund der Kapitel *Vibis* und IX des Titels I des Buches V desselben Gesetzbuches;

Aufgrund des am 29. Mai 2009 abgegebenen Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung;

Aufgrund des am 29. Juni 2009 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatrates Nr. 46.973/4;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Überschrift des Kapitels IX des Titels I des Buches V des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, wird folgendermaßen ersetzt :

«Kapitel IX — Zusammensetzung des Antrags auf eine Verstädterungsgenehmigung oder des Antrags auf eine Abänderung der Verstädterungsgenehmigung».

Die Abschnitte 1 bis 4 desselben Kapitels und ihre Überschrift werden gestrichen.

Art. 2 - Die Artikel 311 bis 312 desselben Gesetzbuches werden folgendermaßen ersetzt :

«Art. 311 - § 1 - Die Antragsakte zwecks Verstädterungsgenehmigung enthält in dreifacher Ausfertigung:

1° einen Antrag auf eine Verstädterungsgenehmigung, der auf einen Vordruck aufgesetzt wird, dessen Muster in der Anlage 23 angeführt wird;

2° einen im Maßstab 1/10 000 oder 1/5 000 aufgestellten Lageplan des betroffenen Gutes, in dem in einem Umkreis von 500 Metern Folgendes angegeben wird:

a) die Orientierung;

b) die Abgrenzungen der Gebiete des Sektorenplans;

c) die Ortslage des betroffenen Gutes im Verhältnis zum Kern der Ortschaft, sowie gegebenenfalls zu einem in Artikel 31 erwähnten Umkreis mit bedeutenden Risiken, zu einem in Artikel 136*bis* erwähnten Umkreis oder zu einem Natura 2000-Gebiet;

d) die Zufahrtsstraßen unter Angabe ihrer Rechtsstellung und Bezeichnung;

3° die Rechtsstellung des betroffenen Gutes, die Folgendes angibt:

a) die Zweckbestimmung des Gutes im Sektorenplan;

b) gegebenenfalls seine Zweckbestimmung im kommunalen Raumordnungsplan, seine Lage im kommunalen Strukturschema und die raumordnerischen Zielsetzungen des Städtebau- und Umweltberichts;

c) ob das Gut in den Anwendungsbereich der allgemeinen Bauordnung für ländliche Gebiete, der allgemeinen Bauordnung für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden oder einer kommunalen Städtebauordnung fällt;

4° den städtebaulichen und landschaftlichen Kontext, der in einem Plan im Maßstab 1/2 500, 1/1 000 oder 1/500 aufgestellt wird, in dem Folgendes angegeben wird:

a) die Orientierung;

b) die Zufahrtsstraßen, einschließlich des Standortniveaus, der Einrichtungen und Ausstattungen, sowie gegebenenfalls die diesbezüglichen geplanten oder bemaßten Änderungen;

c) die Angabe des Namens der Eigentümer des betroffenen Gutes und der anstoßenden Güter;

d) der Standort, das Volumen, die Art oder Zweckbestimmung der bestehenden Bauten auf dem betroffenen Gut in einem Umkreis von 100 Metern von ihm entfernt;

e) die wesentlichen Landschaftsbilder, wie beispielsweise die prägenden Elemente des Reliefs, die Höhenlinien, die Vegetation, einschließlich des Vorhandenseins von bemerkenswerten Bäumen oder Hecken im Sinne des Artikels 266, das Vorhandensein von Wasserläufen oder von jeglichem anderen prägenden Element der Landschaft auf dem betroffenen Gut in einem Umkreis von 100 Metern von ihm entfernt;

f) die nummerierte Angabe der Aufnahmen des in Punkt 5° erwähnten Fotoberichts;

5° einen Fotobericht, durch den der städtebauliche und landschaftliche Kontext, in den sich das Projekt einfügt, berücksichtigt werden kann und der Folgendes enthält:

a) zwei Aufnahmen, wobei die eine entlang der Straße das Gut und die angrenzenden Gebäude und die andere die Parzelle(n) gegenüber auf der anderen Seite der Straße zeigt;

b) mindestens drei Aufnahmen, um die Abgrenzungen des betroffenen Gutes und die Nachbargebäude zu visualisieren;

c) eine 200 Meter entfernte Aufnahme in jeder Himmelsrichtung unter Angabe auf dem Foto des Standorts des Projekts.

§ 2 - Außer den in § 1 erwähnten Unterlagen enthält die Antragsakte zwecks Verstädterungsgenehmigung einen Bericht in dreifacher Ausfertigung, der Folgendes beinhaltet:

1° die raumordnerischen Zielsetzungen bezüglich der Energieeinsparung und des Transportwesens, der Infrastrukturen und technischen Netzwerke, der Landschaft, des Städtebaus, der Architektur und der Grünanlagen; in den raumordnerischen Zielsetzungen wird beschrieben, inwiefern das Verstädterungsprojekt den Kontext, in den es sich einfügt, einhält, als Vorbild nimmt, verstärkt oder verbessert;

2° die globale architektonische Zielsetzung, die Folgendes enthält:

a) die gegenwärtige Benutzung des betroffenen Gutes, aufgestellt in einem Plan im Maßstab 1/1 000 oder 1/500, in dem Folgendes angegeben wird:

1. die bemaßten Abgrenzungen des betroffenen Gutes und die Höhenlinien;

2. die Numerierung der Parzellen und die Namen der Eigentümer der angrenzenden Parzellen;

3. mindestens zwei bemaßte Aufrisse (Längs- und Querschnitt) des Bodenreliefs, sowie gegebenenfalls die diesbezüglichen geplanten und bemaßten Änderungen;

4. gegebenenfalls den Standort und das Volumen der auf dem betroffenen Gut vorhandenen Bauten, die zu erhalten oder abzureißen sind;

5. die aufgrund einer Vereinbarung bestellten Grunddienstbarkeiten;
 6. den Plan und die Fluchtlinie der Zugangswege, sowie ihre gesamte Breite, die Breite und Art des Belags;
 7. die nächstliegenden Haltestellen für öffentliche Verkehrsmittel;
 8. die Trasse und die Mündungsstellen der bestehenden nächstliegenden Wasserrohrleitungen mit ihren technischen Daten (insbesondere Durchmesser, Durchflussmenge) und ihre Versorgungsleistungen für das betroffene Gut;
 9. den Plan mit den Anschlussstellen der bestehenden nächstliegenden Stromleitungen mit ihren technischen Daten;
 10. die Trasse und die Mündungsstellen der bestehenden nächstliegenden Abwasserleitungen mit ihren technischen Daten und ihrer Entsorgungsleistung für das betroffene Gut (gegebenenfalls durch Angabe einer bestehenden Klärstation);
 11. die bestehenden Mittel, um das Abfließen der Oberflächenwässer zu gewährleisten;
- b) in demselben Maßstab die geplante Benutzung des betroffenen Gutes, in der Folgendes angegeben wird:
1. für das städtebaulich zu entwickelnde Gefüge die Dichte und Kompaktheit der geplanten Volumen in Anbetracht der Energieeffizienz der Verstärkung, die von Folgendem herleitet:
 - dem Relief, der Beschaffung und der Orientierung des Grundstücks;
 - der schonenden Planung des Straßennetzes;
 - der schonenden Nutzung des für die baufähigen Gebiete verfügbaren Bodens;
 - der Kompaktheit der geplanten Volumen und der Gefüge, die diese untereinander bilden;
 - dem Schutzeffekt der Vegetation;
 2. die Zweckbestimmung, der Standort und das Volumen der geplanten Bauten;
 3. gegebenenfalls die zusätzlichen Funktionen, die öffentlichen Räume und die geplanten öffentlichen oder gemeinschaftlichen Bauten oder Ausrüstungen;
 4. die beauftragten Gebiete der geplanten Bauten; unter geplantem Baugebiet ist das Gebiet zu verstehen, das das oder die Haupt- und Nebenvolumen enthält, die zur Zweckbestimmung des besagten Gebiets bestimmt sind, unbeschadet der abgesonderten Nebenvolumen oder Anlagen, die der Zweckbestimmung der Höfe und Gärten entsprechen;
 5. die beibehaltene oder geplante Einrichtung außerhalb der geplanten baufähigen Gebiete;
- c) einen im Maßstab 1/500 aufgestellten Übersichtsplan, der die geplante Verstärkung darstellt und insbesondere als Hinweis dienend die beabsichtigte Parzellenaufteilung angibt, die die Breite, Tiefe und Fläche der Parzellen enthält;
- d) eine oder mehrere, in der bestehenden Sachlage integrierte repräsentative dreidimensionale Aufnahmen der geplanten Tätigkeiten und Arbeiten in einem Umkreis von 50 m von jeder der Abgrenzungen der betroffenen Parzelle entfernt oder in dem geeignetsten Umkreis in Anbetracht der Winkel der visuellen Wahrnehmung des Projekts im Verhältnis zu den anliegenden Parzellen und zum bebauten oder nicht bebauten Kontext;
- 3° die Vorschriften bezüglich der Bauten und deren Umgebung, unter anderem einschließlich:
- a) die gegebenenfalls zu treffenden Maßnahmen zwecks Gewährleistung des einwandfreien Oberflächenwasserabflusses;
 - b) die gegebenenfalls zu treffenden Maßnahmen zwecks Gewährleistung der Abwasserklärung vor dem Abfluss;
 - c) die für die Anpflanzungen bestimmten Stellen, sowie deren Art;
 - d) alle anderen Bestimmungen, die den gesunden Zustand und die Festigkeit der Bauten sowie ihren Schutz gegen Brand gewährleisten sollen;
- 4° gegebenenfalls die technische Akte bezüglich der Anlage, der Änderung oder des Abschaffens eines Gemeindegeweges, die die in den Artikeln 307 bis 310 erwähnten Elemente enthält.

Wenn das Gut im Umkreis einer kommunalen Städtebauordnung, einer für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltenden allgemeinen Bauordnung oder einer allgemeinen Bauordnung für ländliche Gebiete liegt, braucht die Verstärkungsgenehmigung die in Punkt 3° erwähnten Vorschriften nicht zu beinhalten.

Art. 312 - Wenn der Antrag die Abänderung einer Verstärkungsgenehmigung voraussetzt, die nicht gemäß Artikel 92 den Wert eines Städtebau- und Umweltberichts erhalten hat, enthält die Antragsakte zwecks der Abänderung der Verstärkungsgenehmigung außer den in Artikel 311 angeführten Elemente in dreifacher Ausfertigung:

1° einen gegebenenfalls von den Eigentümern der in der Verstärkungsgenehmigung enthaltenen Lose gegengezeichneten Antrag auf eine Abänderung der Verstärkungsgenehmigung, der in dem Formular aufzusetzen ist, dessen Muster in der Anlage 24 angeführt wird;

2° die Bescheinigungen über die Aufgabe der Einschreibebriefe an alle Eigentümer eines Loses, die den Antrag nicht gegengezeichnet haben.»

Art. 3 - Die Artikel 313 bis 315 desselben Gesetzbuches werden außer Kraft gesetzt.

Art. 4 - Die Formulare M und N, die jeweils in den Anlagen 23 und 24 des vorerwähnten Gesetzbuches stehen, werden durch die in der Anlage des vorliegenden Erlasses angeführten Formulare ersetzt.

Art. 5 - Aufhebungsbestimmungen.

In der Überschrift des Kapitels *Vibis* des Titels I des Buches V des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, werden die Wörter "Parzellierungspläne" gestrichen.

In Artikel 280 Absatz 1 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "eines Parzellierungsplans" gestrichen.

In Absatz 3 1° desselben Artikels werden die Wörter "und die Parzellierungspläne" gestrichen.

In demselben Absatz werden die Wörter "3° für die Parzellierungspläne" gestrichen.

In Artikel 282 § 1 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "oder die Revision entweder von kommunalen Raumordnungsplänen und Parzellierungsplänen oder von Parzellierungsplänen" durch die Wörter "oder die Revision von kommunalen Raumordnungsplänen" ersetzt.

In Artikel 283 § 1, 1° desselben Gesetzbuches werden die Wörter "und die Parzellierungspläne oder für die Parzellierungspläne" gestrichen.

In Artikel 283/2 § 2 Absatz 1 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "der Parzellierungsplan" gestrichen.

Art. 6 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2010 in Kraft, mit Ausnahme des Artikels 5 der am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft tritt.

Die Bestimmungen bezüglich der Verstärkungsgenehmigung des vorerwähnten Gesetzbuches, so wie es durch das Dekret vom 30. April 2009 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten abgeändert wurde, treten an demselben Datum in Kraft.

Art. 7 - Der Minister für räumliche Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 30. Juni 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister für Wohnungswesen, Transportwesen und räumliche Entwicklung,
A. ANTOINE

Anlage 1

ANLAGE 23 - FORMULAR M

ANTRAG AUF EINE STÄDTEBAUGENEHMIGUNG

(1) Ich Unterzeichnete(r)

— wohnhaft in - mit Bürostellen in -

Straße Nr. Tel. Nr.,

— handelnd im Namen und für Rechnung von -

— wohnhaft in - mit Bürostellen in -

Straße Nr. Tel. Nr.

beantrage die Genehmigung zur Verstädterung eines Gutes das (4) angehört,
gelegen in

Straße Nr. katastriert Flur, in Parzellen zwecks (3):
.....

Ich füge dem vorliegenden Antrag Folgendes bei:

a) die in Buch V, Titel I, Kapitel IX des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgeschriebenen Unterlagen und Auskünfte;

b) entweder die gebühlich ausgefüllte Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder eine Umweltverträglichkeitsprüfung;

c) die von der Gemeindeverordnung vom (5) vorgeschriebenen Unterlagen und Auskünfte.

(1)(2) Hiermit erkläre ich, dass:

— das Vorhaben Gegenstand einer am (5) ausgestellten Städtebaubescheinigung Nr. 2 gewesen ist.

• das Vorhaben Gegenstand einer am (5) ausgehändigten Denkmalbescheinigung gewesen ist;

(1)(2) Ich beantrage eine Abweichung von der - den - nachstehenden, auf das Gut anwendbaren städtebaulichen
Vorschrift(en):

.....
aus dem (den) folgenden Grund (Gründen):

Geschehen zu

, den

(Unterschrift)

1. Unzutreffendes bitte streichen.

2. Diese Informationen kann die Gemeindeverwaltung mitteilen.

(3) Den Gegenstand des Antrags angeben.

(4) Die Rechte des Antragstellers oder ggf. des Mandanten an dem Gut angeben, wenn er nicht der Eigentümer ist.

(5) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 2009 über die Verstädterungsgenehmigung als Anlage beigefügt zu werden.

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister für Wohnungswesen, Transportwesen und räumliche Entwicklung,
A. ANTOINE

Anlage 2

ANLAGE 24 - FORMULAR N

ANTRAG AUF EINE ABÄNDERUNG DER STÄDTEBAUGENEHMIGUNG

(1) Ich Unterzeichnete(r)

— wohnhaft in - mit Bürostellen in -
Straße Nr. Tel. Nr.,

— Eigentümer(in) eines Gutes gelegen in

Straße Nr. katastriert Flur, Los Nr.

enthalten in der noch nicht verfallenen und am
ausgestellten Verstärkungsgenehmigung Nr.,

— handelnd im Namen und für Rechnung von -

— wohnhaft in - mit Bürostellen in -

Straße Nr. Tel. Nr.

Eigentümer(in) eines Gutes gelegen in

Straße Nr. katastriert Flur, Los Nr.

enthalten in der noch nicht verfallenen und am
ausgestellten Verstärkungsgenehmigung Nr.,beantrage die Abänderung der noch nicht verfallenen und am
ausgestellten Verstärkungsgenehmigung Nr.,

zwecks(3):

Ich füge dem vorliegenden Antrag Folgendes bei:

a) die in Buch V, Titel I, Kapitel IX des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgeschriebenen Unterlagen und Auskünfte;

b) entweder die gebühlich ausgefüllte Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder eine Umweltverträglichkeitsprüfung;

c) die von der Gemeindeverordnung vom (4) vorgeschriebenen Unterlagen und Auskünfte.

(1)(2) Hiermit erkläre ich, dass:

— das Vorhaben Gegenstand einer am (4) ausgestellten Städtebaubescheinigung Nr. 2
gewesen ist.das Vorhaben Gegenstand einer am (4) ausgehändigten Denkmalbescheinigung
gewesen ist;(1)(2) Ich beantrage eine Abweichung von der - den - nachstehenden, auf das Gut anwendbaren städtebaulichen
Vorschrift(en):

aus dem (den) folgenden Grund (Gründen):

Geschehen zu , den

(Unterschrift)

Eventuell die Eigentümer eines Loses, die den Antrag gegengezeichnet haben:

NAME	EIGENTÜMER LOS Nr.	DATUM	UNTERSCHRIFT

1. Unzutreffendes bitte streichen.

2. Diese Informationen kann die Gemeindeverwaltung mitteilen.

(3) Den Gegenstand der Änderung angeben.

(4) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 2009 über die Verstärkungsgenehmigung als
Anlage beigefügt zu werden.Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTEDer Minister für Wohnungswesen, Transportwesen und räumliche Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 3297

[2009/204146]

30 JUNI 2009. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de bebouwingsvergunning

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, inzonderheid op de artikelen 11, 115, tweede lid, en 127, § 2, tweede lid;

Gelet op de hoofdstukken VI^{bis} en IX van Titel I van Boek V van hetzelfde Wetboek;

Gelet op het advies van de "Commission régionale de l'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening), gegeven op 29 mei 2009;

Gelet op het advies nr. 46.973/4 van de Raad van State, gegeven op 29 juni 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het opschrift van hoofdstuk IX van titel I van Boek V van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk IX. — Samenstelling van de aanvraag tot bebouwingsvergunning of van de aanvraag tot wijziging van de bebouwingsvergunning. »

De afdelingen 1 tot 4 van hetzelfde hoofdstuk en het opschrift ervan worden opgeheven.

Art. 2. De artikelen 311 en 312 van hetzelfde Wetboek worden vervangen als volgt :

« Art. 311. § 1. Het dossier van de aanvraag tot bebouwingsvergunning bevat in drie exemplaren :

1^o een aanvraag tot bebouwingsvergunning waarvoor gebruik gemaakt moet worden van het formulier waarvan het model in bijlage 23 opgenomen is;

2^o een liggingsplan van bedoeld goed, opgemaakt op 1/10 000e of 1/5 000e, in een straal van 500 meter ervan :

a) de oriëntering;

b) de grenzen van de gebieden van het gewestplan;

c) de plaatsbepaling van bedoeld goed t.o.v. de centrale kern van de plaats, alsook, desgevallend, t.o.v. een hoogrisico-omtrek bedoeld in artikel 31, een omtrek bedoeld in artikel 136^{bis} of een site Natura 2000;

d) de aansluitingswegen met opgave van het rechtsstatuut en de benaming ervan;

3^o de juridische toestand van bedoeld goed, waarbij gewag gemaakt van het volgende :

a) de bestemming van het goed op het gewestplan;

b) desgevallend, de bestemming ervan op het gemeentelijk plan van aanleg, de ligging ervan op het gemeentelijk structuurschema en de inrichtingsopties van het stedenbouwkundig en milieुरapport;

c) of het goed opgenomen is in de omtrek die onder het toepassingsgebied valt van het algemeen reglement op de gebouwen in landelijk gebied, van het algemeen reglement op de gebouwen dat inzake stedenbouw toepasselijk is in de beschermde gebieden van sommige gemeenten of van een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement;

4^o de stedenbouwkundige en landschappelijke context op een plan op de schaal 1/2 500e, 1/10.000e of 1/500e, waarop het volgende voorkomt :

a) de oriëntering;

b) de aansluitingswegen, met inbegrip van het vestigingsniveau, de inrichtingen en uitrustingen ervan, alsook, desgevallend de overwogen en gemerkte wijzigingen die er betrekking op hebben;

c) de naam van de eigenaars van bedoeld goed en van de aangrenzende goederen;

d) de vestiging, de afmetingen, de aard of de bestemming van de gebouwen die zich op bedoeld goed bevinden binnen een straal van 100 meter ervan;

e) de voornaamste krachtlijnen van het landschap zoals de opmerkelijke reliëfelementen, de niveaукrommen, de vegetatie, met inbegrip van de aanwezigheid van bomen of van waardevolle hagen in de zin van artikel 266, de aanwezigheid van waterlopen of van elk ander opmerkelijk landschapselement op bedoeld goed en binnen een straal van 100 meter ervan;

f) de genummerde opgave van de opnames van de fotoreportage bedoeld in punt 5^o;

5^o een fotoreportage op grond waarvan de stedenbouwkundige en landschappelijke context waarin het project past in overweging genomen kan worden en die het volgende inhoudt :

a) twee opnames, één vanop de weg, waarop het goed en de gebouwen die eraan grenzen te zien zijn, de andere waarop het perceel (de percelen) tegenover elkaar te zien zijn aan de overzijde van de weg;

b) minstens drie opnames om de grenzen van bedoeld goed en de naburige gebouwen te visualiseren;

c) een opname vanop 200 meter op elke windstreek met melding op de foto van de plaats waar het project gevestigd is.

§ 2. Behalve de stukken bedoeld in § 1, bevat het dossier van de aanvraag tot bebouwingsvergunning een rapport in drie exemplaren met :

1^o de inrichtingsopties betreffende energiebesparing en het vervoer, de infrastructuur en de technische netwerken, het landschap, de stedenbouw, de architectuur en de groene ruimten; de inrichtingsopties omschrijven in welke mate het bebouwingsproject rekening houdt met de context waarin het kadert, hem versterkt, corrigeert of erdoor ingegeven wordt;

2^o de globale architecturale optie die het volgende omvat :

de huidige bezetting van bedoeld goed, opgemaakt op een plan op de schaal 1/1 000e of 1/500e, met :

1. de gemerkte grenzen van bedoeld goed en de niveaукrommen;

2. de nummering van de percelen en de naam van de eigenaars van de aangrenzende percelen;

3. minstens twee gemerkte doorsneden (langs- en dwarsdoorsnede) van het bodemreliëf alsook, desgevallend, de overwogen en gemerkte wijzigingen die er betrekking op hebben;

4. desgevallend, de vestiging en de afmetingen van de te behouden of af te breken gebouwen op bedoeld goed;

5. de erfdiensbaarheid door toedoen van de mens;

6. het tracé en de rooilijn van de aansluitingswegen, alsook de totaalbreedte ervan, de breedte en de aard van de wegverharding;

7. de haltepunten van het dichtstbijzijnde openbaar vervoer;
8. het tracé en de eindpunten van de bestaande dichtstbij gelegen waterleidingen met hun technische kenmerken (inzonderheid de diameter, de capaciteit) en hun vermogen om bedoeld goed te bevoorraden;
9. het tracé en de eindpunten van de bestaande dichtstbij gelegen elektrische leidingen met hun technische kenmerken;
10. het tracé en de eindpunten van de bestaande dichtstbij gelegen rioleringen, met hun technische kenmerken en hun vermogen om het afvalwater van de verkaveling af te voeren (eventueel door aanduiding van een bestaand waterzuiveringsstation);
11. de bestaande middelen voor de afvoer van het oppervlaktewater;
 - b) op dezelfde schaal, de overwogen bezetting van bedoeld goed, met :
 1. voor het te bebouwen geheel, de dichtheid en de compactheid van de overwogen volumes t.o.v. de energetische prestatie van de bebouwing afgeleid uit :
 - het reliëf, de configuratie en de oriëntatie van het terrein;
 - het zuinig ontwerp van de wegen;
 - het zuinig gebruik van de beschikbare grond voor de bebouwbare gebieden;
 - de compactheid van de overwogen volumes en van de gehelen die ze onder elkaar vormen;
 - de beschermende invloed van de vegetatie;
 2. de bestemming, de vestiging en de afmetingen van de geplande gebouwen;
 3. desgevallend, de geplande bijkomende functies, openbare ruimten en openbare en gemeenschappelijke gebouwen of uitrustingen;
 4. de gemerkte gebieden waar de gebouwen gepland worden; onder gepland bouwgebied wordt verstaan het gebied met het (de) voornaamste en secundaire volume(s) bestemd voor bedoeld gebied, onverminderd de aparte bijkomende volumes of inrichtingen conform een bestemming van een gebied van hoven en tuinen;
 5. de inrichting behouden of overwogen buiten de geplande bebouwbare gebieden;
 - c) een massaplan, opgemaakt op de schaal 1/500e, met de geplande bebouwing en o.a., ter informatie, het overwogen perceelplan met de breedte, diepte en oppervlakte van de percelen;
 - d) één of meer representatieve opnames in drie dimensies van de geplande handelingen en werken geïntegreerd in de feitelijke situatie binnen een straal van 50 m van elk van de grenzen van bedoeld perceel of binnen de meest geschikte straal rekening houdend met de visuele perceptiehoeken van het project t.o.v. de naburige percelen en de al dan niet bebouwde context;
- 3° de voorschriften in verband met de bouwwerken en de directe omgeving ervan, met inbegrip van o.a. :
 - a) de te treffen maatregelen voor de goede afvoer van het oppervlaktewater;
 - b) de eventueel te treffen maatregelen voor de zuivering van het afvalwater alvorens het geloosd wordt;
 - c) de voor beplantingen bestemde plaatsen, alsook het type ervan;
 - d) alle andere voorzieningen ten behoeve van de gezondheid en de hechtheid van de gebouwen, alsmede van de beveiliging ervan tegen brand;
- 4° in voorkomend geval, het technisch dossier in verband met de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg, waarin de elementen bedoeld in de artikelen 307 tot 310 voorkomen.

Indien het goed opgenomen is in de omtrek van een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement, een algemeen reglement op de gebouwen in de beschermde gebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw of een algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden, is het mogelijk dat de bebouwingsvergunning de in punt 3° bedoelde voorschriften niet bevat.

Art. 312. Wanneer de aanvraag slaat op de wijziging van een bebouwingsvergunning die, overeenkomstig artikel 92, geen geldigheid als stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag gekregen heeft, bevat het desbetreffende dossier, behalve de elementen bedoeld in artikel 311, in drie exemplaren :

- 1° een aanvraag tot wijziging van een bebouwingsvergunning, desgevallend medeondertekend door de eigenaars van de kavels vervat in de bebouwingsvergunning, d.m.v. het formulier waarvan het model in bijlage 24 opgenomen is;
- 2° de ontvangbewijzen van afgifte der aangetekende zendingen, gericht aan alle kaveleigenaars die de aanvraag niet medeondertekend hebben.”.

Art. 3. De artikelen 313 tot 315 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 4. De formulieren M en N, respectievelijk opgenomen in de bijlagen 23 en 24 van genoemd Wetboek, worden vervangen door de formulieren opgenomen in bijlage bij dit besluit.

Art. 5. Opheffingsbepalingen.

In het opschrift van hoofdstuk *Vibis* van titel I van Boek V van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie worden de woorden „, van de verkavelingsplannen” geschrapt.

In artikel 280, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden „, van een verkavelingsplan” geschrapt.

In het derde lid van hetzelfde artikel worden de woorden „en van de verkavelingsplannen” geschrapt.

In hetzelfde lid worden de woorden “3° voor de verkavelingsplannen” geschrapt.

In artikel 282, § 1, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “of de herziening hetzij van gemeentelijke plannen van aanleg en verkavelingsplannen, hetzij van verkavelingsplannen” vervangen door de woorden “of de herziening van gemeentelijke plannen van aanleg”.

In artikel 283, § 1, 1°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “en de verkavelingsplannen of voor de verkavelingsplannen” geschrapt.

In artikel 283/2, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden „, het verkavelingsplan” geschrapt.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2010, met uitzondering van artikel 5, dat in werking treedt op de dag van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

De bepalingen betreffende de bebouwingsvergunning van genoemd Wetboek, zoals gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid, treden in werking op dezelfde datum.

Art. 7. De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 30 juni 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Bijlage 1

BIJLAGE 23 - FORMULIER M

AANVRAAG TOT BEBOUWINGSVERGUNNING

(1) Ik ondergetekende

— woonachtig in - met kantoren gevestigd te -
straat nr. tel. nr.

— handelend namens en voor rekening van -
woonachtig in - met kantoren gevestigd te -

straat nr. tel. nr.

verzoek om de vergunning voor de bebouwing van een goed, toebehorend aan (4)

gelegen in

straat nr. kadaster sectie, in
kavels met het oog op (3) :

Hierbij voeg ik :

a) de stukken en gegevens voorgeschreven bij Boek V, titel I, hoofdstuk IX, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

b) hetzij de behoorlijk ingevulde milieueffectrapportage, hetzij een milieueffectonderzoek;

c) de stukken en gegevens voorgeschreven bij het gemeentelijk reglement van (5).

(1)(2) Ik verklaar dat :

— het project het voorwerp heeft uitgemaakt van een stedenbouwkundig certificaat nr. 2, afgegeven op (5);

• het project het voorwerp heeft uitgemaakt van een erfgoedcertificaat, afgegeven op (5);

(1)(2) Ik verzoek om een afwijking van het (de) volgende stedenbouwkundig(e) voorschrift(en) toepasselijk op het goed :

om de volgende reden(en) :

A , op

(handtekening)

1. Schrappen of doorhalen wat niet past.

2. Deze gegevens zijn verkrijgbaar bij het gemeentebestuur.

(3) Het voorwerp van de aanvraag opgeven.

(4) De rechten van de aanvrager of, desgevallend van de opdrachtgever, op het goed vermelden indien hij niet de eigenaar ervan is.

(5) Schrappen of doorhalen indien zulks niet het geval is.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 2009 betreffende de bebouwingsvergunning.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Bijlage 2

BIJLAGE 24 - FORMULIER N

AANVRAAG TOT WIJZIGING VAN EEN BEBOUWINGSVERGUNNING

(1) Ik ondergetekende
 — woonachtig in - met kantoren gevestigd te -
 straat nr. tel. nr.
 — eigenaar van een goed gelegen in
 straat nr. kadastraal bekend sectie, kavel nr.
 vervat in de bebouwingsvergunning nr. niet vervallen, afgegeven op
 — handelend namens en voor rekening van - woonachtig
 in - met kantoren gevestigd te -
 straat nr. tel. nr.
 eigenaar van een goed gelegen in
 straat nr. kadastraal bekend sectie, kavel nr.
 vervat in de bebouwingsvergunning nr. niet vervallen, afgegeven op.....
 verzoek om de wijziging van de bebouwingsvergunning nr. niet vervallen,
 afgegeven op
 met het oog op (3) :

Hierbij voeg ik :

a) de stukken en gegevens voorgeschreven bij Boek V, titel I, hoofdstuk IX, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

b) hetzij de behoorlijk ingevulde milieueffectrapportage, hetzij een milieueffectonderzoek;

c) de stukken en gegevens voorgeschreven bij het gemeentelijk reglement van (4).

(1)(2) Ik verklaar dat :

— het project het voorwerp heeft uitgemaakt van een stedenbouwkundig certificaat nr. 2, afgegeven op (4);

• het project het voorwerp heeft uitgemaakt van een erfgoedcertificaat, afgegeven op (4);

(1)(2) Ik verzoek om een afwijking van het (de) volgende stedenbouwkundig(e) voorschrift(en) toepasselijk op het goed :

om de volgende reden(en) :

A , op

(handtekening)

Eventueel, kaveleigenaars die de aanvraag medeondertekend hebben :

NAAM	EIGENAAR KAVEL Nr.	DATUM	HANDTEKENING

1. Schrapen of doorhalen wat niet past.

2. Deze gegevens zijn verkrijgbaar bij het gemeentebestuur.

(3) Het voorwerp van de wijziging opgeven.

(4) Schrapen of doorhalen indien zulks niet het geval is.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 2009 betreffende de bebouwingsvergunning.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE